

Une élection d'amnésiques

- Les élections législatives auront lieu ce dimanche en Roumanie.
- Chassée du pouvoir sur fond d'accusations de corruption, la gauche pourrait reprendre la main.
- La Hongrie joue la provocation nationaliste.

Les victimes du Colectiv sont-elles mortes pour rien ?

Reportage Maria Udrescu
Envoyée spéciale en Roumanie

Je ne connais aucune victime. Mais je suis venu quand même. Parce que dans ce pays, c'est génération de sacrifice après génération de sacrifice. Pour rien." Planté devant les dizaines de photos, de fleurs, de bougies encore étendues devant l'ancienne discothèque Colectiv, ce sexagénaire ne peut retenir ses larmes. L'incendie du 30 octobre 2015, provoqué par un spectacle pyrotechnique non autorisé dans cette boîte dotée d'une seule issue de secours, a bouleversé le pays entier. Car le Colectiv n'était ouvert que par la "grâce" des pots-de-vin versés aux autorités locales. Entassées devant la porte, une trentaine de personnes ont péri sur place, victimes indirectes de cette corruption endémique. Trente-sept décéderont encore dans les hôpitaux, la plupart succombant à une administration déplorable et à un système de santé désuet et inefficace. "Les premiers soins? C'était un chaos total. Premier arrivé, premier servi. Des gens montaient dans les ambulances, d'autres frappaient aux portes pour les supplier de les emmener à l'hôpital. Pensez à un film avec des zombies. Des gens brûlés, dont la peau pend de partout, qui se ruent sur des ambulances. Beaucoup sont allés avec leurs propres voitures à l'hôpital", se souvient Emma, une survivante encore traumatisée par ces souvenirs.

Un mensonge d'Etat

Raed Arafat, accusé d'avoir refusé l'aide du secteur privé et de ne pas avoir activé le mécanisme européen de protection civile, gère toujours le service d'urgence. Mais le gouvernement socialiste de Victor Ponta a fini, lui, par tomber. Trop tard,

diraient certains. Le ministre de la Santé, Nicolae Banicioiu, a tenté par tous les moyens de sauver la face, refusant dans un premier temps d'envoyer des victimes dans des hôpitaux étrangers. "Il disait aux proches qu'en Roumanie, nous avions les mêmes conditions qu'en France ou en Allemagne. Et les gens le croyaient parce qu'ils avaient besoin de croire. Mais lui savait dans quel état étaient nos hôpitaux", regrette Oana Gheorghiu, membre de l'association "Daruieste Viata" qui "fait le travail de l'Etat" en récoltant de l'argent pour rénover des institutions de santé.

Eugen Iancu, dont le fils est décédé, y a cru aussi. "Je leur ai fait confiance et ils nous ont menti. Ils les ont sortis d'une bombe de feu pour les mettre dans une bombe bactériologique", soupire cet homme. Son fils, Alexandru, âgé de 22 ans, se trouvait au Colectiv. Il n'a pas succombé à ses blessures, mais à une infection attrapée dans les hôpitaux.

"Les médecins belges m'ont confié que les patients roumains qu'ils ont reçus sont arrivés infectés de bactéries nosocomiales que l'on trouve uniquement en Afghanistan. Le refus de Banicioiu de les sortir du pays est un crime", affirme Monica Macovei, eurodéputée connue pour avoir mis sur pied un parquet anticorruption du temps où elle était ministre de la Justice.

Elle souligne que si le système de santé se trouve dans un tel état, ce n'est qu'une conséquence de la corruption qui y règne. "L'enveloppe que l'on glisse au médecin n'est rien par rapport au vol organisé qui est effectué grâce à des appels d'offres. On établit une valeur de référence pour les contrats à attribuer qui est souvent deux

ou trois fois plus élevée que le prix sur le marché. Et ce afin de distribuer le surplus dans les poches des responsables. On estime que ces vols représentent presque la moitié du budget de la santé", explique par exemple M^{me} Gheorghiu.

Le PSD de retour aux affaires ?

Les jours suivant l'incendie, des dizaines de milliers de personnes étaient sorties dans la rue pour scander leur dégoût et faire tomber le gouvernement du Parti social-démocrate (PSD) – qui possède le plus grand nombre de députés emprisonnés ou visés par une enquête pour des faits de corruption. Aujourd'hui, d'après les sondages, le même PSD remporterait 44 % des suffrages. "Les socialistes, renvoyés dans l'opposition, ont pu se limiter à critiquer l'exécutif technocrate, sans assumer ses responsabilités. On aurait dû les laisser au pouvoir ou organiser des élections anticipées", fustige M^{me} Macovei.

Entre-temps, des théories du complot, selon lesquelles les manifestants auraient été payés ou l'incendie organisé par l'opposition, ont eu le temps de circuler. Et la population, d'oublier. De quoi laisser comme un goût amer aux survivants et proches des victimes de cet incendie qui attendent au moins de voir les coupables punis.

Pour Adrian, un survivant qui a eu la "chance" d'être soigné à Vienne, mais qui a perdu sa sœur et sa cousine dans les flammes, "le succès annoncé du PSD n'est pas étonnant. Un système corrompu bien mis au point tend à se conserver".

Les morts du Colectiv sont les victimes indirectes d'une corruption endémique.

Budapest s'immisce dans les élections roumaines

Corentin Léotard
Correspondant en Hongrie

La semaine dernière, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, a interdit à ses diplomates de prendre part aux célébrations de l'ambassade de Roumanie à Budapest, déclarant que *"les Hongrois n'ont aucune raison de célébrer le 1^{er} décembre"*. La fête nationale roumaine, qui célèbre la constitution de la Grande Roumanie au sortir de la Première Guerre mondiale, a en effet une signification très douloureuse pour la Hongrie: la perte de la Transylvanie. Ce geste peu diplomatique était savamment calculé.

En déterrante – une fois de plus – la hache de guerre, Budapest espérait susciter l'ire de Bucarest et mobiliser le million et demi de Hongrois vivant en Roumanie autour de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR/RMDSz). Un parti miné par des affaires de corruption, qui n'est pas assuré de pouvoir se maintenir au Parlement de Bucarest. Il s'agit aussi pour le gouvernement hongrois de ne laisser aucun espace au parti d'extrême droite, le Jobbik.

De simples postures

Une fois n'est pas coutume, les autorités roumaines ont su éviter le piège de la surenchère; à l'exception de l'ancien président, Traian Basescu, aujourd'hui en quête d'un siège au Sénat. Ce dernier a réclamé l'expulsion de l'ambassadeur hongrois de Roumanie et a menacé :

"Viktor Orbán, mon ami, nous ne voulons pas venir visiter Budapest comme nous l'avons fait il y a 100 ans, sans le vouloir. Toutefois, arrête de nous provoquer, parce que nous avons, nous aussi, nos limites..." Une allusion à l'occupation d'une partie de la Hongrie par l'armée roumaine en 1919.

Qu'on se rassure, la guerre n'est pas à l'ordre du jour. A chaque élection, Budapest joue la même partition, se posant en protectrice de la nation éparpillée par le démembrement du Royaume de Hongrie en 1920. En déplacement jeudi à Satu Mare, une ville du Nord-Ouest de la Roumanie adossée à la frontière magyare, le Premier ministre Orbán ne s'est pas privé d'une nouvelle provocation : *"Nous estimons que les Hongrois qui vivent ici ne reçoivent pas toujours le respect qu'ils méritent"*. Son parti, le Fidesz, a fait adopter une nouvelle Constitution qui stipule que *"la Hongrie assume la responsabilité du sort des Hongrois vivant au-delà de leurs frontières"*. Ces six dernières années, Budapest a octroyé la citoyenneté hongroise à plus de 800 000 Hongrois des pays voisins.

A chaque élection, Budapest joue la même partition.

"Je veux avoir la conscience tranquille..."

Entretien Maria Udrescu
Envoyée spéciale à Bucarest

Ancien commissaire européen à l'Agriculture, Dacian Cioloș est depuis un an à la tête d'un gouvernement technocrate instauré après la démission du Premier ministre socialiste Victor Ponta, suite au tragique incendie de la discothèque Coleciv. Sans pour autant se lier formellement à un parti, il souhaite continuer à construire *"une nouvelle façon de gouverner"*, en collaboration avec le Parti national libéral (PNL) et l'Union Sauvez la Roumanie (USR).

Une survivante de l'incendie nous a confié que, lorsqu'elle vous a rencontré, elle vous a apprécié. Mais aussi qu'elle ne voulait pas se faire de faux espoirs. Estimez-vous avoir réussi à faire progresser le pays ?

Mon objectif a été d'appliquer une façon de gouverner plus ouverte vers les citoyens. J'étais conscient qu'on ne peut pas changer les choses en un an seulement et encore moins sans une majorité politique claire au Parlement. Mais on a commencé avec la création, pour la première fois dans l'histoire de la Roumanie, d'un ministère qui s'est occupé du dialogue ci-

toyen et de la transparence de l'acte décisionnel. Nous devons avoir le courage de montrer et d'expliquer aux gens nos décisions, pour ensuite être jugés sur nos actions. Nous avons aussi une des plateformes les plus transparentes sur les dépenses publiques de l'Union européenne. Ensuite : l'intégrité. Elle a été au cœur de la construction de mon équipe. A chaque fois que j'ai eu des soupçons sur l'intégrité d'une personne, j'ai pris des mesures.

Vous avez accepté l'appui de deux partis en tant que Premier ministre. Vous voulez donc continuer cette façon de faire de la politique...

Oui, j'ai dit au PNL et à l'USR qu'on pouvait travailler ensemble, mais qu'il y a certains principes qui doivent être à la base d'une telle coopération. Ils se sont donc engagés à soutenir l'intégrité, le bon sens dans la façon de gouverner, la mise de côté des politiques qui ont des problèmes avec la justice et à mettre l'accent sur l'intérêt des citoyens.

Pensez-vous que si le PSD arrive au pouvoir

les progrès effectués seront annulés ?

Les membres de ce parti ont malheureusement adopté une approche nationaliste et négative, basée sur la haine envers les étrangers. Et sur des promesses populistes qui, si elles sont appliquées, risquent d'avoir un impact sur le budget. Si celui-ci est mis en péril, la confiance des investisseurs peut diminuer, ce qui aurait un impact négatif sur l'économie.

On le voit non seulement en Roumanie mais aussi ailleurs : sur le court terme, des promesses populistes ont plus d'impact sur la population. Mais construire une campagne électorale en disant aux gens ce qu'ils veulent entendre juste pour gagner leur vote, ce n'est pas une façon honnête de faire de la politique. Et c'est à cause de ce genre de comportement qu'on observe une baisse de la confiance des citoyens envers la classe politique et la démocratie. Je préfère donc être honnête, dire clairement ce qui est possible ou pas, plutôt que de tout faire pour gagner les élections. Je veux avoir la conscience tranquille vis-à-vis de ce pays.

La participation au vote ne cesse de baisser en Roumanie d'ailleurs...

Il y a une rupture entre la classe politique et les citoyens. Souvent, pour la première, les citoyens ne sont que des chiffres dans les sondages. En même temps, ceux qui décident de l'avenir du pays représentent moins de la moitié de l'électorat. Donc, d'un côté, les partis politiques doivent se réformer. D'un autre, la société civile doit être active pendant la période électorale.

Au niveau international, l'image de la Roumanie n'est pas des plus positives. Quand et comment le pays pourra-t-il faire entendre sa voix au sein de l'UE?

Le meilleur moment pour le faire sera la présidence du Conseil européen en 2019 et nous avons déjà commencé les préparations en ce sens. J'ai senti cette année de la part des partenaires internationaux et du milieu des affaires, un renforcement de la confiance envers le gouvernement roumain et sa façon d'agir. Mais

pour que la voix de la Roumanie soit entendue à l'extérieur, elle doit être cohérente à l'intérieur. Cela suppose d'avoir un gouvernement avec une perspective claire et qui promeut une politique européenne.

***“L'intégrité a été
au cœur de
la construction
de mon équipe.”***

DACIAN CIOLOS

Premier ministre sortant.